



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Clémence Cruchaudet  
instructeur police de l'eau  
Service environnement/Unité  
eau et milieux aquatiques  
Tél. : 03 85 21 86 25  
ddt-env-ema@saone-et-  
loire.gouv.fr

AFFICHAGE LE 22 AOÛT 2022

Direction Départementale  
des Territoires

Le préfet de Saône-et-Loire,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION**  
**concernant la protection de berge**  
**Commune de Le Breuil**  
**Déclaration n° 71-2022-00099**

**Vu** le code de l'environnement livre II titre 1<sup>er</sup>,  
**Vu** l'arrêté n° 2012348-0007 du 13 décembre 2012 relatif à l'inventaire des zones de frayères et des zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole,  
**Vu** l'article R. 214-1 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à déclaration et notamment les rubriques 3.1.2.0. et 3.1.5.0. (2),  
**Vu** l'article R. 214-32 du code de l'environnement relatif à la procédure de déclaration,  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne ainsi que son programme pluriannuel,  
**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de Saône-et-Loire - M. CHARLES (Julien),  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 71-2020-08-24-021 du 24 août 2020 donnant délégation de signature à M. Jean-Pierre Goron, directeur départemental des territoires,  
**Vu** l'arrêté de subdélégation de signature n° 71-2022-03-11-00002 du 11 mars 2022 portant subdélégation de signature de M. Jean-Pierre Goron à ses collaborateurs,  
**Vu** la demande reçue le 22 juillet 2022 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement,  
**Vu** le dossier présenté par SNCF RESEAU relatif à la protection de berge et enregistré sous le numéro 71-2022-00099,

**donne récépissé à :**

**SNCF RESEAU - INFRAPOLE LGV SEE**  
**129 rue Servient**  
**69003 LYON**

de sa déclaration concernant la protection de berge dont la réalisation est prévue sur la commune de Le Breuil.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 dudit code est la suivante :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêtés de prescriptions générales correspondants</b>
<b>3.1.2.0 (2)</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m = autorisation ; <b>2° sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m = déclaration.</b> Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant pleins bords avant débordement.	<b>Déclaration</b>	<b>Arrêté du 28 novembre 2007</b>
<b>3.1.5.0 (2)</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères = autorisation ; <b>2° dans les autres cas = déclaration.</b>	<b>Déclaration</b>	<b>Arrêté du 30 septembre 2014</b>

Le déclarant devra scrupuleusement respecter les conditions définies dans son dossier de déclaration.

Le pétitionnaire devra, pour cet ouvrage, se conformer strictement aux prescriptions qu'il serait reconnu utile de lui imposer par la suite, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la prévention des inondations et de la sécheresse, en cas de menace majeure pour le milieu aquatique et en cas d'abandon de l'installation.

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de ce récépissé sera adressée à la mairie de Le Breuil où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Un certificat d'affichage constatant l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé à la Direction départementale des Territoires – Service Environnement – 37 boulevard Henri Dunant – CS 80140 – 71040 MÂCON CEDEX.

Ce document sera mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Saône-et-Loire durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de Le Breuil par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois dans les conditions définies à l'article R. 421-5 du code de justice administrative.

Le service police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fait à Mâcon, le 11/08/2022

Le Préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental,  
pour le directeur départemental et par délégation  
l'adjoint au chef du service environnement

  
Bernard Gaessler

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'Environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez à un droit d'accès et de restriction aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au service instructeur Police de l'eau dont l'adresse est indiquée dans la lettre d'accompagnement ou un e-mail à : ddt-env-ema@saone-et-loire.gouv.fr

